

TIZI-OUZOU

Est-ce la fin de la crise de l'eau à Draâ-El-Mizan ?

Le wali de Tizi-Ouzou a officiellement inauguré mardi la station de traitement de l'eau potable située à proximité du barrage n° 4 dont la capacité est d'un million et demi d'hectomètres cubes.

Cette station monobloc de traitement coagulation, floculation, décantation et filtration est d'une capacité de 2 500 m³/jour. Elle peut alimenter près de 2 200 habitants en attendant le transfert des eaux du barrage de Koudiet-Asserdoune vers les communes et villages du versant sud de la wilaya de Tizi-Ouzou.

Le coût de cette station s'élève à 25 milliards de centimes en plus de 8 autres milliards d'équipements (laboratoire, réseau, aménagement et autres).

C'est M. Abbès, le directeur de l'hydraulique de wilaya, qui a donné tous les éclaircissements sur l'implantation et le fonctionnement de cette nouvelle

station au wali, accompagné de son secrétaire général.

A propos de la polémique née depuis le commencement des travaux sur les craintes quant à la qualité de l'eau et ayant soulevé de vives réactions chez certains, le maire, M. Didouche, a, dans son intervention, souligné que l'eau ne subit aucun traitement chimique et conserve sa richesse d'origine.

Elle reste potable, riche en carbonate de calcium et en sels minéraux.

Elle est contrôlée sur place deux fois par jour par des spécialistes du laboratoire implanté au sein de la station. Dans ce registre, le secrétaire général a appuyé le P/APC en souli-



En attendant le transfert à partir du barrage de Koudiet-Asserdoune

gnant que le traitement des eaux n'est pas nouveau et que cela est un avis propre aux scientifiques qui ont donné le feu vert pour consommer cette eau désormais potable.

Pour rappel, cette polémique est née après de vives réactions et quelques interrogations citoyennes sur la potabilité de l'eau issue d'un barrage où étaient déversées autrefois

les eaux usées.

Maintenant que deux avis favorables ont été émis, l'un scientifique (experts) et l'autre politique (station inaugurée par la plus haute personnalité de

la wilaya), les citoyens ne pourront qu'être soulagés et confiants quant à la potabilité de cette eau.

En plus du barrage qui dessert cette station, les travaux d'un nouveau projet de plusieurs forages ont débuté.

Pour le P/APC, «la construction d'un réservoir de 2500 m³ à proximité de la station fait partie d'un projet qui sera lancé incessamment et celui-ci sera alimenté à partir de plusieurs sondes en cours de réalisation.

Nous sommes très optimistes pour que la crise de l'eau à Draâ-El-Mizan fasse partie du passé». Il est vrai que la population de cette importante commune de près de 50 000 âmes a longtemps souffert du manque flagrant de ce précieux liquide.

Slimane S.

BOGHNI

L'APC paralysée par une grève générale illimitée

L'APC de Boghni a été paralysée mardi par une grève générale illimitée, déclenchée par la section syndicale des travailleurs afin d'exiger, notamment, le départ du secrétaire général par intérim et le remplacement du chef du service personnel.

Dans sa plateforme de revendications, la section syndicale de l'APC énumère également l'urgence de l'affectation d'un bureau aux 250 travailleurs syndiqués que compte l'APC pour pouvoir exercer leur droit à l'activité syndicale, la validation d'ancienneté, le rappel d'avancement, l'établissement mensuel des fiches de paie, la prime de rende-

ment de 1993 à 2003 et enfin la régularisation des dossiers de certains travailleurs. «Je ne comprends pas la volte-face de la section syndicale puisque les revendications des travailleurs ont été satisfaites, pour certaines, et en voie de l'être, pour les autres. J'ai d'ailleurs procédé, par décision, au changement du chef du personnel, conformément à la proposition de la section syndicale, lors d'une réunion tenue le 23 octobre dernier», a indiqué le P/APC, au premier jour de la grève.

Pour la section syndicale, ladite réunion est considérée comme «nulle et non avenue», du fait qu'elle n'a même pas été sanctionnée par un procès-verbal. En fait, il s'avère que c'est la décision, signée la veille

de la grève de la nouvelle affectation du chef du service personnel au cabinet du maire, qui semble irriter le plus les représentants des travailleurs. Ceux-ci assimilent cette affectation à une promotion, eux qui s'attendaient à voir le responsable décrié muté à un poste subalterne, ou, à défaut, au poste pour lequel il avait été recruté.

En fin de journée, les deux parties campaient toujours sur leurs positions, tandis que les travailleurs exigeaient la présence du maire à la table des négociations. Celui-ci estime qu'il n'est pas dans les prérogatives de la section syndicale de lui imposer qui nommer parmi les travailleurs au sein de son cabinet».

Ahmed M.

TLEMCCEN

Les déboires d'une handicapée

Souffrir d'un handicap, c'est déjà une contrainte au quotidien et quand on habite la campagne, cette contrainte devient alors un véritable calvaire.

Le handicap physique en ville est quelque peu supportable eu égard aux conditions de vie de la cité qui présente plus ou moins des avantages en plus de quelques commodités.

En dehors de la Journée mondiale qui leur est consacrée, les handicapés restent oubliés parfois pendant toute leur existence. Toutefois, c'est au niveau du monde rural que le handicap physique est difficile à vivre et ce sont souvent des familles

démunies et ignorées par les services publics qui font face à des situations d'une extrême gravité dans ces zones rurales où l'action de solidarité reste limitée et sans effet, ce qui n'est pas le cas dans les cités urbaines.

Le cas de cette jeune femme qui habite à Zahra, dans la région de Beni-Snous, et qui vit dans la précarité, sans revenu, à la charge d'un père grabataire avec un frère lui aussi handicapé. La famille

Bouzahri vit un véritable calvaire depuis de longues années ; sans pour autant susciter une quelconque attention des services sociaux ou même de ces associations qui ne se manifestent qu'à l'occasion pour prouver leur existence.

Le cas de Fatma et de son frère Abdelhafid est un véritable drame humain qu'il faut prendre en charge dans l'immédiat. On ne peut rester insensible devant un cas pareil.

Cette malheureuse personne se déplace presque en rampant, elle fournit de gros efforts pour monter les quatre marches du

RDC pour nous rendre visite au bureau afin de nous faire part de son immense désespoir ; elle nous a demandé tout simplement d'aviser le wali de son cas et ce, pour l'octroi d'une chaise roulante.

Car, nous dit-elle, «je ne veux pas mourir dans un coin toute seule, mon père est trop vieux pour nous venir en aide à moi et mon frère».

Nous espérons que ce cri de détresse sera entendu par le wali qui, rappelons-le, a toujours accordé une priorité à la population du monde rural.

M. Zenasni

DÉTOURNEMENT DE 31 850 EUROS À LA BADR D'EL-AMRIA À AÏN-TÉMOUCHENT**Le caissier et 23 clients interpellés**

Un caissier indélicat de la Badr d'El Amria a été placé sous mandat de dépôt par le procureur du tribunal d'El Amria pour détournement d'une somme de 31 850 euros, tandis que 23 clients complices ont été laissés en liberté. L'affaire a été déclenchée après qu'une cliente de la Badr (une émigrée) s'est aperçue que son compte devises a été «allégé» à son insu.

Elle alerta les services de police qui, après enquête, ont fini par arrêter le mis en cause ; il s'agit du caissier de la banque, un certain K. K. âgé de 51 ans. Selon l'enquête de la police, le caissier procédait à des retraits du compte de la cliente par des montants variant entre 2 000 et 3 000 euros pour les verser dans des comptes d'autres clients titulaires de comptes devises nécessitant un montant suffisant pour une demande d'octroi d'un visa d'entrée en Europe. Une fois le document bancaire en main, le caissier et le demandeur de visa se partagent le pactole versé. Ce procédé a été effectué auprès de 23 clients complices jusqu'à ce que le pot aux roses soit découvert par la cliente qui constata que son compte a baissé de 31 850 euros.

S. B.

TRAFIC DE CIMENT À BÉNI-SAF**39 tonnes saisies et 6 individus arrêtés**

La Gendarmerie nationale de Béni-Saf a réussi ce lundi à intercepter près de la cimenterie un camion semi-remorque et 2 véhicules bâchés. Lors de la fouille routinière, les gendarmes découvrent 39 t de ciment trafiqué (mélangé avec du sable ou de la terre).

D'après l'enquête, le ciment a été acheté auprès des camions-citernes de ciment puis mélangé avec du sable ou de la terre, et juste après il sera emballé avec un emballage acheté d'Oran. Les 3 chauffeurs et leurs 3 accompagnateurs ont été arrêtés et présentés devant le procureur du tribunal de Béni-Saf pour trafic et vente de matériaux trafiqués.

S. B.